

Le point sur le Mpep et le Front de Gauche

Le Front de Gauche, soit les représentants des 7 formations qui le composent désormais, ont rencontré une délégation du Mpep le 7 octobre.

La position du PG en prévision de cette réunion. Notre position de principe est de favoriser l'élargissement du Front de Gauche sans exclusive à partir du moment où sa cohérence stratégique et programmatique est respectée. Cela impliquait de rencontrer le Mpep sans a priori, y compris sur la communication de ce dernier. Cette précaution était nécessaire en raison de la méthode d'interpellation du Front de Gauche par le Mpep. On peut se référer notamment à sa longue « analyse critique » (dixit) du programme du Front de Gauche. Il s'agissait en effet davantage, tant dans la forme que dans le fond, d'une dénonciation en règle (<http://www.m-pep.org/spip.php?article2075>) de « l'Humain d'abord », gratuitement polémique parfois, que de l'approche constructive que l'on peut attendre d'un mouvement souhaitant devenir membre du Front de Gauche... Nous avons donc cependant décidé de ne pas nous en tenir là mais de juger sur pièces, c'est-à-dire sur les réponses concrètes apportées par le Mpep sur la stratégie et le programme du Front de Gauche.

La réunion

Le Mpep a présenté à cette réunion une déclaration liminaire en 12 points qui a le mérite de la précision et de la clarté. Sur la question stratégique il n'y a pas de désaccord. C'est même ce qui motive le Mpep pour demander son intégration au Front de Gauche. Sur le programme, le Mpep paraît avoir adouci ses propos même si cette déclaration renvoie à la critique musclée évoquée précédemment. Le Mpep évoque la nécessité d'un scénario « si les 26 membres de l'Union Européenne refusaient les propositions d'un gouvernement de Front de Gauche ». Dans ce cadre, le Mpep évoque notamment le besoin d'un référendum pour sortir le Traité de Lisbonne de la constitution française et renforcer ainsi la légitimité des décisions que nos représentants pourraient défendre au niveau de l'UE. Or les textes du PG ainsi que le texte du Forum du Front de Gauche sur l'Europe, évoquent des scénarios comparables qui font référence à l'« opt out » et au compromis de Luxembourg. Le programme « l'humain d'abord » évoque lui clairement la notion de désobéissance pour s'affranchir du Traité de Lisbonne. Nous n'avons donc pas de problème majeur sur cette question du scénario.

Seulement le Mpep porte deux autres revendications qui, pour le coup, diffèrent franchement du programme du Front de Gauche : la sortie de l'Euro et de l'Union Européenne. Cette revendication devrait, pour le Mpep, engager le Front de Gauche à organiser une fois au pouvoir le référendum sur « la sortie de l'Euro et de l'Union Européenne ou la sortie du traité de Lisbonne de la constitution française ». Ce choix serait, explique les dirigeants du Mpep, de même nature que le compromis trouvé entre le PC et le PG sur un référendum sur la sortie du nucléaire. Le Mpep reconnaissant que « la question européenne est le sujet majeur de divergences entre nous » (car) « le Front de Gauche espère faire évoluer l'Union Européenne de l'intérieur » alors que le Mpep pense « qu'il faut sortir de l'Union Européenne ».

La comparaison avec le nucléaire n'est pas opportune pour nous. En effet si le référendum que nous portons dans le programme sur cette question est un compromis, il permet concrètement de gouverner ensemble. Car il signifie que sur ce sujet PC et PG sont d'accord pour continuer à gouverner le pays quelque soit le choix du peuple français et à l'appliquer. Il est du coup aisé pour notre candidat commun

de porter ce point du programme sans que ne lui soient agitées les positions différentes du PCF et du PG. Il s'agit même d'une issue crédible à un débat qui traverse l'ensemble de la gauche. Il en serait tout autrement sur la sortie de l'Euro et a fortiori de l'Union Européenne qui sont des batailles premières, identitaires, structurelles du Mpep. Le Mpep, et c'est son droit absolu, ne croit pas à une autre issue possible. Non seulement il la prévoit – scénario plausible vue la crise systémique qui affaiblit l'UE libérale – mais surtout il l'espère et veut la hâter. D'où aujourd'hui une propagande essentiellement centrée sur cette question. Ce n'est pas la position du Front de Gauche qui ambitionne à la fois de s'affranchir du Traité de Lisbonne, de respecter la souveraineté populaire et de transformer l'Union Européenne. Et pour qui sortir de l'Euro n'est ni l'assurance, ni a fortiori la condition, pour appliquer une politique de transformation sociale et écologique (cf notre Forum « gouverner face aux banques » animé par Jacques Généreux). Il s'agit donc d'une divergence majeure. Et on voit bien du coup qu'il serait impossible à notre candidat d'assumer cette contradiction interne au Front de Gauche pendant la campagne. C'est toute la cohérence de cette dernière qui serait fragilisée.

Nous avons donc demandé au Mpep comment il compterait gérer ce désaccord pendant la campagne commune ? En l'assumant nous a dit en substance Jacques Nikonoff. Pour cela, le Mpep revendique d'intervenir à tous les meetings locaux, départementaux et nationaux en appliquant la règle dit des « 25 % » (dixit Nikonoff) soit la part du discours du représentant du Mpep qui serait consacré à évoquer ces différences. Et charge sans doute au candidat ou porte parole commun du meeting de dire s'il est d'accord ou pas en conclusion... On voit que l'exercice tient plus du congrès que d'une campagne commune « chorale » certes mais pas au point d'apparaître discordante sur un tel sujet.

Le Mpep ne peut revendiquer son intégration au Front de Gauche en la conditionnant à la promotion tout au long de la campagne de positions non pas supplémentaires mais différentes voir contradictoires avec celles défendues par l'ensemble de ses composantes actuelles. Voilà ce que le Front de Gauche va répondre au Mpep en espérant que ce dernier saura comprendre cette exigence de bon sens et de cohérence.